

1936 : CE FUT AINSI



Voici qu'on reparle de 1936. Il y a quelques temps, François Mitterrand avait parlé d'«*état de grâce*» pour désigner la situation qui suivrait son éventuelle élection. Au cours de l'émission *Cartes sur table*, Georges Marchais déclarait quant à lui : «*Je sais ce que c'est que l'état de grâce. Je l'ai vécu en tant qu'ouvrier en 1936. Ça a été la décision des travailleurs dans l'entreprise d'engager la lutte pour imposer au patron les accords de Matignon. L'état de grâce, ce sera le fait que Giscard soit battu, ce sera la ferme volonté des travailleurs qui par leurs luttes imposeront leurs légitimes revendications*». Le lendemain, dans un éditorial de *l'Humanité*, Roland Leroy écrivait : «*Ce sont plusieurs semaines de lutte, la grève de plus d'un million et demi de travailleurs qui ont permis d'arracher au patronat des augmentations de salaire de 7 à 15% et même 50% pour les plus défavorisés, la semaine de quarante heures, les premiers congés payés, la reconnaissance des délégués d'atelier... Jamais, nulle part, en aucune circonstance, les travailleurs n'ont le moindre avantage sans lutte. Donc, les luttes sont*

bonnes pour les travailleurs.»

Ce langage change du tout au tout de celui qui était tenu dans les mêmes colonnes de *L'Humanité* en 1973, à la veille des législatives qui suivirent la signature du programme commun. A l'époque, on faisait appel à 1936 pour tenter d'accréditer l'idée que les revendications obtenues alors, l'avaient été grâce au résultat des élections. Dans le numéro 174 de *l'Humanité Rouge* nous avons alors publié un article, intitulé «*1936 ce fut ainsi*», afin de rétablir la réalité historique malmenée. Nous le republions.

De toute évidence, certains sont aujourd'hui effarouchés par le rappel des grandes grèves de 1936. Un éditorial du *Matin*, par exemple, assimile cette évocation au «*désordre*». Nous pensons quant à nous que, même si François Mitterrand est élu, c'est bel et bien l'action des travailleurs qui sera décisive pour imposer leurs revendications à la bourgeoisie. Qu'on ne s'y trompe pas : quelle que puisse être la politique que Mitterrand mettrait en œuvre, le patronat et ses hommes dans l'Etat ne manqueront pas d'agir pour s'opposer

aux revendications des travailleurs. Loin d'aller à l'encontre d'une politique qui aurait pour but de satisfaire les revendications ouvrières, l'action des travailleurs est, au contraire, indispensable pour qu'elle puisse se concrétiser et faire face aux inévitables attaques et résistances du patronat. La perspective de l'action de masse des travailleurs ne peut effaroucher que ceux qui n'ont pas la ferme volonté de faire aboutir les revendications des travailleurs. Le fait que Mitterrand s'en émeuve, n'est pas bon signe et confirme la vigilance nécessaire à son égard. Nous avons quant à nous toujours été animés du point de vue selon lequel c'est l'action des travailleurs qui est décisive. En 73 comme aujourd'hui.

On peut, par contre, se demander ce qui vaut, de la part de Georges Marchais, ce changement d'éclairage sur 1936. Si celui-ci était dû à une meilleure conception du rôle de l'action des masses, on peut penser que Georges Marchais tiendrait un autre langage sur 1945. Or que nous dit-il ? Que c'est la présence des ministres communistes qui a permis des réformes

favorables aux travailleurs. Nous pensons, quant à nous, que c'est l'action des travailleurs, des masses, des communistes, dans la Résistance et dans la Libération, qui ont été décisives. C'est le mouvement des masses qui a contraint la bourgeoisie à des reculs, non pas la présence des ministres communistes.

De même, Georges Marchais tirerait de 1936 d'autres leçons que celles qu'il tire. L'erreur, dit-il, fut de refuser la présence de ministres communistes au gouvernement. En 1949, le PCF, par la bouche de Thorez, en tirait un tout autre bilan. «*Le défaut capital du Front populaire, disait-il, dont nous avons eu l'heureuse initiative, et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente au sommet. En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avons admis dans le Front populaire la présence d'individus qui ne songaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier ou Paul Faure. Voilà pourquoi, le Front populaire a été impulsant contre la «non intervention» et contre la «pause» dont*

Léon Blum et le Parti socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front populaire a été impulsant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre.»

La leçon tirée par Marchais insiste en somme sur le manque d'entente de sommet. La leçon tirée par le PCF en 1949 insistait plutôt quant à elle, sur le rôle des masses.

De tout cela, nous concluons que ce n'est pas une meilleure compréhension du rôle des masses et de leurs luttes qui est à l'origine du changement de langage sur 1936 et sur les luttes. Elles sont invoquées comme un moyen de pression au service du rapport de force entre le PCF et le PS. A nos yeux, elles sont la condition de la satisfaction des revendications des travailleurs, de l'avancée de l'histoire dans un sens conforme à leurs intérêts.

Pierre BURNAND

(Article paru dans *l'Humanité Rouge* N° 174 du 18 janvier 1973)

Il y a quelques temps, *L'Humanité* titrait : «*Bien mieux qu'en 36*». Il s'agit là d'une véritable supercherie car 1936 ce fut bien autre chose que le Programme commun. 1936 ce fut d'abord et avant tout un formidable mouvement de masse. 1936 ce fut un des plus grands mouvements de grève que mena la classe ouvrière de notre pays. Afin de rétablir la vérité historique que certains ont intérêt à faire oublier nous allons rappeler ce que fut 1936.

Dès le lendemain des élections

Le 3 mai ont eu lieu les élections. Léon Blum engage aussitôt les maquignonnages pour constituer un gouvernement. Déjà il annonce la couleur en déclarant : «*Donnons au pays l'impression du changement qu'il veut*».

Le 11 mai les premières grèves éclatent. Plus tard, Blum dira : «*... Cette explosion sociale qui était venue frapper au visage mon gouvernement dès mon arrivée...*»

Au Havre et à Toulouse ont lieu les premières occupations d'usines contre des licenciements de militants syndicaux.

Le 14 mai les ouvriers de l'usine Bloch à Courbevoie occupent l'usine pour une augmentation de salaire. La presse fait le silence.

Le 26 la grève éclate à l'usine

Nieuport d'Issy-les-Moulineaux pour les quarante heures ; le même jour à l'usine Lavalette à Saint Ouen, chez Hotchkiss à Levallois. Les usines sont occupées, les patrons cèdent vite. En divers endroits, les ouvriers passent à l'action.

Le 28 mai à 9h 30 les trente-cinq mille ouvriers de chez Renault se mettent en grève et occupent l'usine. Aussitôt des dizaines d'autres usines suivent.

Le gouvernement «*provisoire*» de Sarraut envisage d'envoyer la police. Le patronat exige la reprise préalable du travail avant l'ouverture de négociations. La grève cesse dans certaines usines, Renault est évacué. Le patronat croit avoir gagné la partie. Le 31 mai il n'y a plus que dix mille grévistes.

Mais le 2 juin la grève prend une nouvelle ampleur. L'industrie chimique, le textile, l'alimentation, les transports sont touchés. Deux cents usines métallurgiques sont occupées. Des séquestrations de patrons ont lieu.

Le 4 juin Blum s'installe au pouvoir. Les grèves s'étendent toujours à travers la France entière.

Blum et les grèves

Aussitôt Blum lance un appel à la radio pour demander aux travailleurs en grève de lui faire confiance.

Salengro, ministre de l'Intérieur,

déclare : «*... Mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tous*». Le gouvernement Blum essaie de faire reprendre le travail par des promesses. Jules Moch se rend aux entrepôts de pétrole d'Ivry pour faire cesser la grève ; les ouvriers le renvoient d'où il vient. Les grèves s'étendent toujours. Les mineurs du Nord occupent les puits. Les grands magasins arrêtent le travail. Les chemins, les gaziers, etc... menacent d'arrêter le travail.

Le 6 juin on compte cinq cent mille grévistes. Le patronat demande à Blum d'organiser une entrevue avec la CGT. Ce sera la rencontre de Matignon. Le patronat cède sur certains points.

La grève continue

Le 9 juin, sept cents délégués des usines de Paris en grève se réunissent. Ils décident la poursuite de la grève jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites.

Les patrons refusent de nouvelles concessions.

Le 8 juin c'est la grève générale dans le bâtiment. Le même jour presque tous les grands magasins sont en grève, les assurances arrêtent le travail.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, c'est la grève générale.

En France et en Afrique du Nord

deux millions de travailleurs sont en grève.

Le 9 les projets de loi sont déposés.

Le 10 et 11 les congés payés sont adoptés, les conventions collectives ; le 12 les quarante heures sont votées.

Le gouvernement Blum fait installer l'armée et les gardes mobiles dans les régions en grève.

Le 11 juin, lors des votes de l'Assemblée, l'économie est paralysée par les grèves.

Le 13 les usines de la métallurgie parisienne commencent à être évacuées. Vingt mille ouvriers de chez Renault manifestent.

Dans le Nord, le travail reprend à partir du 13. A Dunkerque, les grèves se poursuivent.

Le 25 juin, il y a encore trente mille grévistes dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le 12 juin à Lyon, vingt mille ouvriers sont en grève. Dans le bâtiment, le travail ne reprendra que le 29 juillet.

A Marseille, le 18 juin des affrontements ont lieu sur la Canebière entre les grévistes et des fascistes.

Des manifestations de chômeurs ont lieu un peu partout en France.

On voit ainsi que c'est la lutte de centaines de milliers de travailleurs, la grève avec occupation des usines, s'étendant sur plus d'un mois, qui a permis d'arracher les revendications telles que les quarante heures ou les congés payés. Ce ne sont pas les élections mais

la lutte des masses qui l'a permis. Or c'est là un fait que l'on essaie aujourd'hui de nous faire oublier. La bourgeoisie n'a cédé que devant la force et dès qu'elle l'a pu elle a repris ce qu'elle avait été contrainte de lâcher.

La contre-attaque de la réaction

Dès septembre 1936, le patronat crée un «*comité d'action et de prévoyance sociale*» destiné à organiser la résistance des patrons.

Le 7 juillet, Salengro, ministre de l'Intérieur, déclarait au Sénat : «*Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre fin.*»

La bourgeoisie organise la hausse des prix qui rogne les augmentations de salaires.

Le 13 février 1937, Blum annonce «*la pause*», c'est-à-dire le blocage des salaires.

Rapidement les quarante heures sont remises en cause.

Voilà qui montre que tant que subsiste le capitalisme, les revendications que réussissent à arracher les travailleurs par la lutte se trouvent remises en cause par la bourgeoisie dès qu'elle en a la possibilité. C'est là une autre leçon qu'il ne faut pas oublier.